ASSEMBLÉE NATIONALE

28 mai 2019

LOI D'ORIENTATION DES MOBILITÉS - (N° 1974)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N ° 1058

présenté par

M. Menuel, Mme Anthoine, Mme Bazin-Malgras, Mme Beauvais, M. Bony, M. Boucard,
M. Cherpion, M. de Ganay, Mme Louwagie, M. Perrut, M. Sermier et M. Rémi Delatte

ARTICLE 31

Après l'alinéa 11, insérer l'alinéa suivant :

« 3° *bis* A Le deuxième alinéa de l'article L. 212-3 est complété par une phrase ainsi rédigée :
« L'activité des titulaires de l'autorisation d'enseigner est incompatible avec le statut d'autoentrepreneur. » ; »

EXPOSÉ SOMMAIRE

les plateformes en ligne qui n'ont pas de local font trop souvent appel à des formateurs sous statut d'auto-entrepreneurs.

Cette concurrence donne lieu à un important contentieux entre les types de structures sans apporter d'amélioration à la situation.

Contrairement au statut de salariés, ces personnes disposent d'un statut fiscal réduisant leurs charges et cela peut s'apparenter à un contournement de paiement des charges sociales ou répondre à une définition de travail dissimulé.

Les enjeux de sécurité et d'assurances sont revus à la baisse avec une prise en charge des élèves et des prix extrêmement variables en fonction de la structure choisie.

Enfin la situation professionnelle des moniteurs est à souligner puisque le traitement, la rémunération et la protection sociale sont très différents en fonction de leur statut de salarié ou d'auto-entrepreneur.